



Arrêté n° V-2025-096

Travaux enrobés Rte des Essertets et RD1212

Le Maire de la Commune de PRAZ-sur-ARLY (Haute-Savoie),

VU le Code Général des Collectivité Territoriales,

VU le Code de la Route et notamment son livre IV,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment son article L 131.3,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et

régions,

VU la loi n° 2004.809 en date du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement de tous les véhicules route des Essertets pour la réalisation des enrobés.

Sur proposition du Directeur des Services Techniques de Praz-sur-Arly,

-ARRETE-

ARTICLE 1:

La circulation et le stationnement de tous les véhicules empruntant la route des Essertets et RD1212 sur le territoire de la commune de Praz-sur-Arly seront réglementés du 23 octobre au 28 novembre 2025, lors des travaux de réalisation des enrobés.

ARTICLE 2:

La circulation pourra être alternée si nécessaire. Elle sera assurée, dans ce cas, par des panneaux réglementaires ou des feux tricolores. Le stationnement à proximité immédiate du chantier sera interdit.

ARTICLE 3:

La vitesse sera limitée à 30 km/h et le dépassement sera interdit au niveau du chantier.

ARTICLE 4:

La signalisation nécessaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise Colas de Passy. Un soin particulier sera apporté à l'information des riverains préalablement aux travaux.

ARTICLE 5:

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Megève,

Monsieur le responsable du Centre de Secours de Megève – megeve.chef@sdis74.fr

Madame la Directrice Générale des Services,

Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux.

Le Conseil Départemental - CTD du Mont-Blanc - Email : DVT-Bonneville-CERD Sallanche@hautesavoie.fr

L'entreprise Colas de Passy, mail : colas-passy-d@demat.sogelink.fr; younes.zarhouni@colas.com

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait le 22 octobre 2025 Le Maire, Yann JACCAZ.

CERTIFIE EXECUTOIRE en vertu de la réception en sous-préfecture le (voir visa).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant la juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat